RCS : ANGERS
Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1999 B 00787
Numéro SIREN : 423 710 557
Nom ou dénomination : F.C.L.

Ce dépôt a été enregistré le 09/04/2024 sous le numéro de dépôt 3755

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

F.C.L.
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1.274.640 euros
Siège social : Avenue des Tilleuls - ZAC de la Poissonnière - Beaufort-en-Vallée
49250 BEAUFORT-EN-ANJOU
423 710 557 RCS ANGERS

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS COLLECTIVES UNANIMES DES ASSOCIÉS EN DATE DU 28 MARS 2024

Le vingt-huit mars deux mille vingt-quatre,

Les associés de la société F.C.L. société à responsabilité limitée au capital de 1.274.640 euros, divisé en 10.622 parts sociales de 120 euros de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 10.622, dont le siège social est situé à Beaufort-en-Anjou (49250) - Avenue des Tilleuls - ZAC de la Poissonnière - Beaufort-en-Vallée et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Angers sous le numéro 423 710 557, se sont réunis au siège social de la Société.

Tous les associés sont présents, savoir :

IDENTITÉ	NOMBRE DE PARTS	NUMÉRO DE PARTS
Monsieur Olivier CHEREAU	4.777	de 1 à 3.216 et de 9.062 à 10.622
Madame Isabelle CHEREAU	4.777	de 4.285 à 9.061
La société JLN	534	de 3.484 à 4.017
La société MCH	534	3.217 à 3.483 et de 4.018 à 4.284

Soit au total les 10.622 parts sociales composant le capital social de la Société.

Après avoir déclaré :

1. qu'ils sont les seuls associés de la société dénommée F.C.L. ;

2. qu'aux termes des dispositions de l'article 19 des statuts, les décisions collectives *« peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte »* ;

3. avoir disposé du temps suffisant pour prendre connaissance et conseil, et étudier les décisions et résolutions mises à l'ordre du jour, et avoir reçu toute l'information nécessaire à cet égard ;

Sont convenus de prendre la décision relative à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la réalisation de la donation et de l'apport de titres ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs.

PREMIÈRE DÉCISION

La collectivité des associés, après avoir rappelé qu'aux termes de décisions collectives unanimes en date du 23 février 2024, les associés avaient agréé le projet de donation par Monsieur Olivier CHEREAU et par Madame Isabelle CHEREAU de 534 parts au profit de Madame Marine CHEREAU et avaient agréé l'apport par cette dernière desdites parts à la société MCH sous la condition suspensive de la réalisation définitive dudit apport, constate que lesdites opérations ont été réalisées.

DS OC DS IC DS CM DS PJ

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

DEUXIÈME DÉCISION

En conséquence de ce qui précède, la collectivité des associés décide, à l'unanimité, sous la condition suspensive de la réalisation de la donation et de l'apport autorisés, de modifier l'article 8 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- ***À Monsieur Olivier CHEREAU,***
  la pleine propriété de quatre mille sept cent soixante-dix-sept parts sociales,
  ci.....4.777 parts sociales
  numérotées de 1 à 3.216 et de 9.062 à 10.622.

- ***À Madame Isabelle CHEREAU,***
  la pleine propriété de quatre mille sept cent soixante-dix-sept parts sociales,
  ci..... 4.777 parts sociales
  numérotées de 4.285 à 9.061.

- ***À la société JLN,***
  la pleine propriété de cinq cent trente-quatre parts sociales,
  ci.....534 parts sociales
  numérotées de 3.484 à 4.017.

- ***À la société MCH,***
  la pleine propriété de cinq cent trente-quatre parts sociales,
  ci.....534 parts sociales
  numérotées de 3.217 à 3.483 et de 4.018 à 4.284.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10.622 parts sociales

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

TROISIÈME DÉCISION

En conséquence de ce qui précède, la collectivité des associés décide, à l'unanimité de donner tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité et de dépôt prescrites par la loi.

Les associés décident que les présentes décisions seront mentionnées au registre des délibérations.

Monsieur Olivier CHEREAU [1]

DocuSigned by:
Olivier CHEREAU
92DD631B7766465...

Madame Isabelle CHEREAU [1]

DocuSigned by:
Isabelle CHEREAU
8F2E13CBDAD1490...

Pour JLN
Monsieur Julian PICARD [1]

DocuSigned by:
PICARD Julian
5CD63DAEECC54D9...

pour MCH
Madame Marine CHEREAU [1]

DocuSigned by:
CHEREAU Marine
A93AEF8D61084FE...

[1] *Signature*

DS OC DS IC DS CM DS PJ

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

F.C.L.
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1.274.640 euros
Siège social : Avenue des Tilleuls - ZAC de la Poissonnière - Beaufort-en-Vallée
49250 BEAUFORT-EN-ANJOU
423 710 557 RCS ANGERS

STATUTS

MIS À JOUR PAR DÉCISIONS COLLECTIVES UNANIMES DES ASSOCIÉS DU 28 MARS 2024

Certifié conforme
Les Gérants
Monsieur Olivier CHEREAU

DocuSigned by:
Olivier CHEREAU
92DD631B7766465...

Madame Isabelle CHEREAU

DocuSigned by:
Isabelle CHEREAU
8F2E13CBDAD1490...

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - FORME **3**
ARTICLE 2 - OBJET **3**
ARTICLE 3 - DÉNOMINATION **3**
ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL **3**
ARTICLE 5 - DURÉE **3**
ARTICLE 6 - APPORTS **4**
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL **6**
ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES **6**
ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS **7**
ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL **7**
ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION ET REPRÉSENTATION DES PARTS SOCIALES **7**
ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES **7**
ARTICLE 13 - INDIVISIBILITÉ DES PARTS SOCIALES **7**
ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES **8**
1. Cession entre vifs 8
2. Revendication par le conjoint de la qualité d'associé 8
3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté 9
ARTICLE 15 - DÉCÈS, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIÉ - ASSOCIÉ UNIQUE **9**
ARTICLE 16 - GÉRANCE **9**
ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES **9**
ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ **10**
ARTICLE 19 - DÉCISIONS COLLECTIVES **10**
ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES **11**
ARTICLE 21 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES **11**
ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTRÔLE DES ASSOCIÉS **11**
ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX **12**
ARTICLE 24 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS **12**
ARTICLE 25 - PROROGATION **13**
ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL **13**
ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ **13**
ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION **13**
ARTICLE 29 - CONTESTATIONS **14**

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les loi et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- L'acquisition, la cession, la gestion de parts sociales, d'actions ou d'obligations de toutes sociétés françaises ou étrangères, à objet professionnel, industriel ou commercial.

- L'animation de ses filiales à savoir la gestion de ses participations, la participation active à la conduite de la politique du groupe et au contrôle de ses filiales et, le cas échéant et à titre purement interne, la fourniture de services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers.

- La prise de participation par tous moyens, dans toutes sociétés françaises ou étrangères et la gestion desdites participations.

- La fourniture de toutes prestations de services à caractères administratif, comptable, financier, de gestion ou commercial.

- La participation de la Société par tous moyens, directement ou indirectement dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La Société a pour dénomination sociale :

F.C.L.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

Avenue des Tilleuls - ZAC de la Poissonnière - Beaufort-en-Vallée
49250 BEAUFORT-EN-ANJOU

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

ARTICLE 6 - APPORTS

A) DESCRIPTIF DES APPORTS EFFECTUES

La SARL OPTIQUE LONGUE JUMELLES a été constituée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 août 1988 et a été inscrite au registre du commerce et des sociétés de SAUMUR (49) le 4 octobre 1988.

➔ *Caractéristiques de la société :*

- Forme : Société à responsabilité limitée
- Capital : 75 000 Francs divisé en 750 parts de 100 Francs
- Objet : Optique
- Siège social : 1, rue de l'Aumônerie 49160 LONGUE
- RCS : SAUMUR B 348 031 436 - n° gestion 88 B 136
- Durée : 99 ans à compter du 4 octobre 1988

➔ Composition du capital à ce jour :

Suite à l'Augmentation de capital en date du 29 juin 1999, le capital de la société est réparti comme suit :

- Monsieur Olivier CHEREAU : 125 parts
- Madame Isabelle CHEREAU : 125 parts
- Monsieur Philippe BLANVILLAIN : 125 parts
- Madame Nicole BLANVILLAIN : 125 parts
- Monsieur Denis BOUTRON : 250 parts

B) ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS APPORTEES

➢ *Les actions détenues par Monsieur Olivier CHEREAU*

Lors de la constitution de la Société, le 4 octobre 1988, Monsieur Olivier CHEREAU a fait apport à la Société d'une somme de 12 500 Francs et a reçu en rémunération 125 parts de 100 Francs portant les numéros 1 à 125.

➢ *Les actions détenues par Madame Isabelle CHEREAU*

Lors de la constitution de la Société, le 4 octobre 1988, Madame Isabelle CHEREAU a fait apport à la Société d'une somme de 12 500 Francs et a reçu en rémunération 125 parts de 100 Francs portant les numéros 126 à 250.

C) EVALUATION DES APPORTS

Le bilan arrêté le 30 septembre 1998 fait apparaitre des capitaux propres de 1 213 488 Francs. L'assemblée générale du 11 mars 1999 a décidé l'affectation en réserves de la totalité des résultats de l'exercice clos le 30 septembre 1998.

Ces capitaux propres doivent être corrigés de la plus-value latente du fonds de commerce.

La valeur du fonds de commerce d'optique et d'acoustique est généralement fixée dans une fourchette avoisinant 75 % du C.A. H.T.

En retenant les chiffres d'affaires H.T. des exercices clos le 30/09/1997 et le 30/09/1998 et en les pondérant des coefficients suivants :

- 1997 : coefficient 1
- 1998 : coefficient 2

la valeur du fonds de commerce peut être raisonnablement évaluée à 2 400 000 Francs.

La plus-value latente dégagée ressort à 1 060 000 Francs.

Les capitaux propres réévalués ressortent à 2 270 000 Francs.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

⇨ *Evaluation retenue*

En tenant compte de la valeur patrimoniale de 2 270 000 Francs, la valeur globale de la SARL OPTIQUE LONGUE JUMELLES peut raisonnablement être arrêtée à 2 250 000 Francs, soit une valeur de part de 3 000 Francs.

Il résulte de cette évaluation que les apports en nature effectués sont valorisés comme suit :

Apport de Madame Isabelle CHEREAU	375 000 Francs
Apport de Monsieur Olivier CHEREAU	375 000 Francs
	_____
Total des apports	*750 000 Francs*

D) REMUNERATION DES APPORTS

Les apports ci-dessus décrits seront rémunérés par attribution de parts sociales de la Société FINANCIERE CHEREAU-LEBRUN, d'une valeur nominale de 100 Francs, savoir :

Monsieur Olivier CHEREAU
Trois mille sept cent cinquante parts, ci..... 3750 parts
Numérotées de 1 à 3750

Madame Isabelle CHEREAU
Trois mille sept cent cinquante parts, ci..... 3750 parts
Numérotées de 3751 à 7500

E) PROPRIETE - JOUISSANCE

La Société FINANCIERE CHEREAU-LEBRUN sera propriétaire des parts apportées et en aura la jouissance le jour de la signature de l'acte constitutif de la SARL.

F) DECLARATIONS DES APPORTEURS

Chaque Apporteur déclare :

1. Quant aux parts sociales apportées

- que les parts sociales apportées, représentatives d'apports en numéraire, ont été entièrement libérées
- qu'il est légalement propriétaire des parts sociales apportées, que celles-ci sont libres de tout gage, nantissement, sûreté ou engagement quelconque, qu'il a la qualité et la capacité nécessaire pour transférer la propriété des titres lui appartenant

2. Quant à la Société FINANCIERE CHEREAU-LEBRUN

- qu'elle a été valablement constituée et qu'elle n'a enfreint aucune loi relative à la constitution et au fonctionnement des sociétés commerciales et en particulier des sociétés à responsabilité limitée
- qu'il n'existe aucune interdiction administrative, judicaire ou autre, tendant à paralyser totalement ou partiellement l'exploitation du fonds de la société
- que la société n'est pas en redressement judiciaire ou liquidation de biens, qu'elle n'est pas en état de cessation des paiements

G) DECLARATIONS FISCALES

1. Impôts sur la plus-value

La Société bénéficiaire de l'apport étant assujettie à l'impôt sur les Sociétés, les apporteurs déclarent se placer sous le régime des reports des plus-values prévu à l'article 160 I ter nouveau du Code Général des Impôts.

Le rédacteur des présentes attire l'attention des apporteurs sur l'obligation de confirmer cette demande de report d'imposition sur la formule spéciale prévue par l'article 97 du C.G.I.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

2. Droits d'enregistrement

En application de l'article 809-I et 810-I du Code Général des Impôts, le présent apport à titre pur et simple sera soumis à l'application du droit fixe de 1.500 Frs.

Le 1er janvier 2002, la conversion du capital en Euros a été effectuée d'office par le Greffier du Tribunal de Commerce en application du Décret n°2001-474 du 30 mai 2001. Le capital a été converti à 114.336,76 euros divisé en 7.500 parts de 15,2449 euros chacune.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 septembre 2015, le capital social a été augmenté d'une somme de 485.663,24 euros par incorporation de réserves.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 mars 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de 300.000 euros par incorporation de réserves.

Aux termes de décisions collectives unanimes en date du 8 novembre 2023, le capital social a été augmenté d'une somme de 374.640 euros et porté de 900.000 euros à 1.274.640 euros par apport en nature consentis par (i) Madame Isabelle CHEREAU de la pleine propriété de 101 actions de la société O.L.J. (348 031 436 RCS ANGERS) et de 564 actions de la société L.B.C. (384 826 913 RCS ANGERS), évalués à la somme de 526.669,50 euros et (ii) par Monsieur Olivier CHEREAU de la pleine propriété de 101 actions de la société O.L.J. (348 031 436 RCS ANGERS) et de 564 actions de la société L.B.C. (384 826 913 RCS ANGERS), évalués à la somme de 526.669,50 euros, au vu d'un rapport établi par Monsieur Michel CHAUVIN, Commissaire aux apports, établi en date du 29 octobre 2023. Ces apports sont rémunérés par l'attribution aux apporteurs de 3.122 parts sociales nouvelles de 120 euros de valeur nominale chacune, numérotées de 7.501 à 10.622, émises au prix unitaire de 337,30 euros soit avec une prime d'apport de 217,30 euros par actions et le versement d'une soulte de 288,40 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE-QUATROZE MILLE SIX CENT QUARANTE (1.274.640) euros.

Il est divisé en DIX MILLE SIX CENT VINGT-DEUX (10.622) parts sociales de CENT VINGT (120) euros de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 10.622, intégralement souscrites et entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- **À Monsieur Olivier CHEREAU,**
  la pleine propriété de quatre mille sept cent soixante-dix-sept parts sociales,
  ci.....4.777 parts sociales
  numérotées de 1 à 3.216 et de 9.062 à 10.622.

- **À Madame Isabelle CHEREAU,**
  la pleine propriété de quatre mille sept cent soixante-dix-sept parts sociales,
  ci..... 4.777 parts sociales
  numérotées de 4.285 à 9.061.

- **À la société JLN,**
  la pleine propriété de cinq cent trente-quatre parts sociales,
  ci.....534 parts sociales
  numérotées de 3.484 à 4.017.

- **À la société MCH,**
  la pleine propriété de cinq cent trente-quatre parts sociales,
  ci.....534 parts sociales
  numérotées de 3.217 à 3.483 et de 4.018 à 4.284.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10.622 parts sociales

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fonds, la régularisation a eu lieu.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaitre des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION ET REPRÉSENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraine pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITÉ DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote attaché appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.
Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1. Cession entre vifs

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposé au Greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins de deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

2. Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande : à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

ARTICLE 15 - DÉCÈS, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIÉ - ASSOCIÉ UNIQUE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 16 - GÉRANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Sa rémunération sera fixée par le plus prochaine Assemblée. Elle sera remboursée, sur justificatif, de ses frais de déplacement et de représentation.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- L'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- Le nom des gérants ou associés intéressés ;
- La nature et l'objet desdites conventions ;
- Les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- L'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DÉCISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas revevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, els décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 21 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement de parts.
- par des associés représentant au moins trois quarts des parts pour toutes les autres décisions collectives extraordinaires.

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTRÔLE DES ASSOCIÉS

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé contenant l'ensemble des résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application des dispositions légales et statutaires, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 25 - PROROGATION

Un an ou moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaire, si la Société doit être prorogée

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues ci-dessus. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750.000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

DocuSign Envelope ID: A266AAD7-4F66-4434-923A-98B41C834B43

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

_____